LA FNME-CGT DIT NON AU PAQUET « RÉSEAUX EUROPÉENS »

La Commission européenne veut imposer un nouveau paquet législatif sur les réseaux énergétiques. Présenté comme une modernisation destinée à réduire les factures et renforcer l'indépendance, ce texte organise en réalité un transfert massif de compétences des États vers Bruxelles. Derrière les discours technocratiques, c'est la maîtrise publique de nos infrastructures, la souveraineté énergétique et l'avenir du service public qui sont directement menacés par :

UN TRANSFERT DE POUVOIR QUI DÉPOSSÈDE LES ÉTATS :

Le paquet confie à la Commission européenne la planification des interconnexions et des infrastructures transfrontalières. Cela revient à décider depuis Bruxelles de l'avenir des réseaux électriques, gaziers et hydrogène, sans tenir compte des besoins des territoires ni des choix démocratiques nationaux.

Les conséquences seraient lourdes :

- Perte de contrôle sur les grands axes du réseau THT,
- Augmentation des transits et des congestions,
- Affaiblissement du principe de subsidiarité,
- Mise sous tutelle des politiques énergétiques nationales.

UN RISQUE MAJEUR POUR RTE, LES SALARIÉS ET LES USAGERS

Pour la FNME-CGT, trois risques principaux sont identifiés :

- **Financier** : baisse des recettes issues des interconnexions, pression sur les dépenses et les emplois, risque d'augmentation du TURPE HTB.
- **Stratégique** : perte de maîtrise sur les investissements et le développement du Réseau Public de Transport.
- **Opérationnel** : cohérence du système électrique fragilisée, gestion plus complexe des équilibres production/consommation, des transits et des congestions.

UNE MENACE POUR LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT ET LA PLANIFICATION :

En affaiblissant la Programmation pluriannuelle de l'énergie, ce texte met en danger :

- La capacité de la France à planifier son avenir énergétique
- La sécurité d'approvisionnement
- La sûreté du système électrique.

La cohérence des choix industriels serait directement impactée. Dans une Europe marquée par la concurrence et les délocalisations intra-européennes, ce paquet ouvre un boulevard aux logiques de marché et aux intérêts privés.

LA FNME-CGT DIT NON À CE PAQUET RÉSEAUX EUROPÉEN LIBÉRAL

Nous refusons la perte de souveraineté énergétique, la mise sous tutelle des réseaux nationaux, l'affaiblissement du service public, la priorité donnée au marché plutôt qu'aux besoins des populations.

À la FNME-CGT, nous défendons une énergie publique, sûre et souveraine, une planification nationale cohérente, des investissements au service de l'intérêt général, la protection des emplois et des compétences.

LA FNME-CGT DIT OUI A LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ET AU SERVICE PUBLIC

ENERGIE